

CBCS



CONSEIL BRUXELLOIS DE
COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

Du soutien aux actions syndicales à une mobilisation citoyenne progressiste !

Les politiques décidées par le gouvernement fédéral rompent avec le modèle de société qui est le nôtre depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce modèle, basé sur la solidarité et traduit par une sécurité sociale et des services publics forts, s'estompent au profit d'une vision néolibérale qui met davantage encore l'accent sur la responsabilité individuelle.

L'accord de majorité fédérale est placé sous le signe de la suspicion. Tout bénéficiaire d'une aide sociale est considéré comme un fraudeur en puissance. Dans tous les domaines, la dimension répressive est mise en avant. Des mesures fédérales mettent à mal toute la politique de prévention et de réductions des risques que nos associations mènent au quotidien. A titre d'exemple, des personnes sans-papier ne se rendent plus à leur consultation médicale, mettant leur vie en danger par manque de soins, car ils ont peur d'être victimes d'une rafle policière. Au même moment, on lit dans l'accord gouvernemental que la réussite en affaires facilitera l'acquisition de la nationalité belge.

D'autre part, l'austérité imposée aux services publics aura des conséquences sur la qualité des services collectifs rendus à la population. Pour les secteurs que nous représentons, le social et la santé, cela signifie à la fois des services moins accessibles pour les usagers et une pénibilité accrue pour les travailleurs psycho-médico-sociaux.

Au niveau économique, la diminution des charges pour les entreprises du secteur marchand sont accordées dans l'espoir d'un effet retour sous la forme de création d'emplois. Mais cet espoir, non seulement n'est pas chiffré, mais est de plus très aléatoire. A l'inverse, chaque euro investit dans le non marchand est source d'emplois. L'aide aux personnes, le maintien à domicile, ont furieusement besoin de moyens humains supplémentaires.

Enfin, confier des responsabilités ministérielles à des personnes proches de mouvements d'extrême-droite nous interpelle grandement.

Pour toutes ces raisons, le Conseil bruxellois de coordination sociopolitique appelle à rejoindre les actions lancées par le front commun syndical du 6 novembre au 15 décembre 2014 !

Accès au texte de l'appel : <http://cbcs.be/Du-soutien-aux-actions-syndicales>

Pour toute information :

Charles Lejeune, Président du conseil d'administration : 0476/40.20.11

Alain Willaert, Coordinateur général : 0479/39.53.96

Conseil bruxellois de coordination sociopolitique ASBL

Organisme intersectoriel de coordination agréé par la Commission communautaire française - RPM 418.480.071

Association sans but lucratif – Banque : 001-2241709-18

Rue Mercelis 27 B-1050 Bruxelles

Tel. : + 32 2 511.89.59

Courriel : info@cbcs.be - Site : <http://www.cbcs.be>